

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
Service Environnement, Eau et Forêt  
Bureau de la Coordination et des Procédures  
BR

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la  
la société AFM RECYCLAGES relatifs aux  
installations exploitées sur le territoire des  
communes de COLOMIERS et PLAISANCE  
DU TOUCH

N° 177

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la société AFM RECYCLAGES à exploiter, sur le territoire des communes de Colomiers et Plaisance-du-Touch, 27 chemin de la Ménude à COLOMIERS, une plate-forme de recyclage et de valorisation de produits métalliques et automobiles et portant agrément pour le broyage des véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées du 18 novembre 2010 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 26 novembre 2010 ;

Considérant que la société AFM RECYCLAGE ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre la société AFM RECYCLAGE en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** – Dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, la société AFM RECYCLAGE est mise en demeure pour les installations exploitées 27 Chemin de la Ménude, sur le territoire de la commune de COLOMIERS de respecter :

- les dispositions du 2<sup>ème</sup> point de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage, en retirant les fluides de circuits d'air conditionné contenu dans les véhicules hors d'usage ; ces opérations devront être réalisées par du personnel formé pour la récupération et la manipulation de fluides frigorigènes conformément aux dispositions des articles R543-106 du Code de l'environnement et l'établissement devra disposer d'une attestation de capacité pour la récupération des fluides frigorigènes, délivrée par un organisme agréé, conformément à l'article R543-99 du Code de l'environnement.
- - les dispositions du chapitre 2.6 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009, en transmettant à la Direction Départementale des Territoires, service Environnement, Eau et Forêt, Bureau coordination et procédures, un dossier indiquant l'état de conformité de l'établissement à chacune des dispositions de l'arrêté, en précisant les actions mises en place pour y parvenir.

**ARTICLE 2** – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**ARTICLE 3- Délai et voie de recours.**

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

**ARTICLE 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société.

Toulouse, le 13 DEC. 2010

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN